

Françoise Passera et Jean Quellien

LES NORMANDS  
DANS LA GUERRE

*Le temps des épreuves*  
1939-1945

Tallandier

Cartes : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2021

© Éditions Tallandier, 2021  
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)

ISBN : 979-10-210-3636-9

## AVANT-PROPOS

Qui entend évoquer la Normandie pendant la Seconde Guerre mondiale risque de s'entendre dire, presque invariablement et avec un air entendu : « Ah oui, le Débarquement ! » Ou également : « 1944 ! » Et encore « La bataille de Normandie ! » pour les plus férus d'histoire. Il est vrai que le sujet a suscité des centaines de livres, en France comme à l'étranger, voire quelques films célèbres. Il n'y a rien là de plus naturel, compte tenu de la portée de l'événement. Après trois mois de batailles acharnées, entre deux millions d'hommes, le jour J n'a-t-il pas abouti à la libération de la France, puis à celle la moitié occidentale de l'Europe, en précipitant l'effondrement du Troisième Reich ? Cependant, il serait parfaitement injuste de négliger – et *a fortiori* passer sous silence – bien d'autres pages, parfois douloureuses elles aussi, de l'histoire normande pendant la Seconde Guerre mondiale, depuis la déclaration de guerre en septembre 1939 jusqu'à la fin du conflit en Europe, au printemps 1945, en passant par la « drôle de guerre », l'effondrement militaire et politique de la France en 1940, les quatre interminables années de l'Occupation, le régime de Vichy, la Collaboration, la Résistance, la Libération et l'Épuration.

L'histoire des 2 300 000 Normands de Seine-Inférieure, de l'Eure, du Calvados, de l'Orne et de la Manche restait à écrire. La présente synthèse repose sur trois années de recherches fort enrichissantes dans les dépôts d'archives publiques de la région, aux Archives nationales, comme au Mémorial de Caen. Elle s'appuie également sur des travaux inédits d'étudiants et de chercheurs des universités de Caen, Rouen et Le Havre. Une large place est aussi faite aux très nombreux témoignages laissés par les contemporains, publiés ou restés inédits.

L'histoire de la Normandie pendant la guerre n'est pas celle vécue par la majorité des Français, même s'il existe des points communs. L'élément déterminant est bien la position géographique de la région, d'ailleurs, partagée avec la Bretagne, la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais, faisant face aux côtes du sud

de l'Angleterre, le seul pays en lutte contre le Reich durant toute la durée de la guerre et parfois même le seul. Entre ces ennemis irréductibles, assez peu distants l'un de l'autre : la Manche. Elle a joué un rôle stratégique s'il en est, durant tout le conflit, on le verra, en 1940 comme en 1944, sans parler des multiples raids de commandos menés sur les rivages normands, dont ceux de Bruneval et Dieppe.

L'immédiate proximité de l'Angleterre a valu à la Normandie une occupation allemande particulièrement dense : plus de 300 000 Allemands à l'automne 1940, lors de la bataille d'Angleterre et – après une baisse en 1942 – de nouveau 300 000 hommes à la veille du Débarquement. Cette présence massive, que n'ont pas connue bien des départements à l'intérieur de la France, entraîna évidemment des conséquences à de nombreux égards. Du point de vue administratif, le littoral normand est intégré depuis 1941 à une zone côtière interdite, à l'intérieur de laquelle ne s'introduit pas et ne circule pas qui veut. À partir de 1942, les habitants des côtes du Nord-Ouest subissent une succession de mesures d'évacuation forcées, frappant des milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, ballottés impitoyablement par la guerre. Pour Vichy, il s'agit de mettre les civils à l'abri des bombardements alliés ; côté allemand, on veut se prémunir ainsi de l'espionnage des travaux engagés sur les plages, en se débarrassant des « inutiles » et des espions éventuels.

Concernant le ravitaillement, la Normandie possède certes un riche terroir agricole ; mais les paysans doivent non seulement livrer en priorité une bonne partie de leur production à l'occupant, à la fois en France et outre-Rhin, mais ensuite la répartir entre les zones déficitaires françaises, en premier lieu les grandes villes du Nord et de la région parisienne. Mais c'est sans compter avec un circuit parallèle, échappant à tout contrôle, le marché noir, un commerce direct, à coups de marks surévalués, entre soldats allemands et paysans qui ponctionnent gravement les ressources alimentaires restant disponibles pour les habitants des villes normandes. Dans ces conditions, les pénuries deviennent de plus en plus préoccupantes, jusqu'à tomber en 1944 à un niveau désolant, allant jusqu'au manque de viande et de beurre en Normandie, un comble.

La mise à disposition du Reich de travailleurs forcés pose un problème de même nature. Les quotas d'imposition frappent tous les départements français. Mais en Normandie et autres régions côtières s'ajoutent des prélèvements de main-d'œuvre en faveur de l'Organisation Todt (OT), chargée de l'édification du Mur de l'Atlantique. Pire encore, des réquisitions d'hommes et d'attelages, purement arbitraires, s'abattent sur les villages côtiers fin 1943-début 1944. Deux ou trois fois par semaine, il faut satisfaire aux exigences formulées par les unités stationnées à proximité des côtes, afin de parfaire les défenses des

plages : creusement de tranchées, mise en place des fameuses « asperges » de Rommel et autres.

Les bombardements aériens de la RAF ont particulièrement visé les ports du Havre, Cherbourg ou Dieppe en 1940-1941. Avec la puissance croissante de l'aviation alliée, renforcée par l'implantation de l'US Air Force en Angleterre, la stratégie aérienne s'est élargie au pays à partir de 1942, pour culminer en 1944, mais sans négliger pour autant la Normandie, avant même le Débarquement, avec l'exemple tragique de la « Semaine rouge » à Rouen.

Au fil des mois, la répression allemande ne cesse de s'amplifier, en raison même d'une occupation de plus en plus insupportable. Qui plus est, depuis 1942, la police est passée des mains de la Wehrmacht à celles des SS, avec une brutalité accrue. Le rythme des arrestations mensuelles, pour actes de résistance, simples refus d'obéissance ou problèmes de droit commun, est multiplié par trois ou quatre entre juin 1941 et juin 1944 ; et les déportations se multiplient. Avec l'aide d'un préfet régional, particulièrement zélé, les polices allemandes raflent plusieurs centaines de Juifs pour les déporter vers les camps de la mort de Pologne.

Les comportements « politiques » des Normands, vis-à-vis des Allemands, du maréchal Pétain, de Laval, de la Résistance ou de la Collaboration, présentent également des particularités que dévoilent les rapports des préfets et sous-préfets, des commissaires de police et des Renseignements généraux. Dès les débuts de l'Occupation, les Normands se montrent majoritairement germanophobes, anglophiles et gaullistes. Certains comportements clairement antiallemands, telles des manifestations de rues répondant aux appels de la BBC, et autres gestes d'hostilité, sont fustigés dans une affiche menaçante en 1941, intitulée « Avis aux populations côtières », signée du général von Stülpnagel, commandant militaire en France occupée.

Là encore, la lourdeur de la présence allemande a cristallisé rapidement et durablement opinions et comportements. La figure de Pétain, le « vainqueur de Verdun », est restée longtemps populaire, en dépit d'une politique intérieure, la Révolution nationale, largement désavouée et d'une politique extérieure, la collaboration avec le Reich, d'emblée condamnée. Compte tenu du contexte, la Résistance se développe on ne peut plus tôt puisque la première organisation naît à Granville en juin 1940. Par la suite, il est certain que la Résistance ne connaîtra en Normandie qu'un développement plutôt modeste numériquement, de toute évidence lié à un environnement particulièrement dangereux et défavorable. Le même argument – la forte présence allemande – joue à l'inverse sur l'extension de la Collaboration sous toutes ses formes. Mais celle-ci s'isole par ses excès et s'étiole au fil des mois, alors même qu'en sens inverse les rangs de la Résistance s'étoffent.

À partir de 1943, l'issue de la guerre penche de plus en plus à l'avantage des Alliés, mais logiquement le poids de l'Occupation se fait de plus en plus lourd. Le Débarquement tant souhaité est proche, mais beaucoup de Normands souhaitent secrètement qu'il se produise ailleurs que chez eux. Ce ne sera pas le cas. La libération du territoire laissera derrière elle bien des ruines et des milliers de morts.

## Chapitre premier

# LA NORMANDIE À LA VEILLE DE LA GUERRE

Sans doute satisfait de déposer les armes, Wolfgang Buff, soldat allemand de la 227<sup>e</sup> division d'infanterie, découvre pour la première fois la Normandie au mois de juin 1940. Alors qu'il vient de s'arrêter pour la pause de midi « dans un petit village normand situé sur une haute colline », il note dans son journal : « Vue magnifique sur les vallées et les collines boisées<sup>1</sup>. » Certes, « l'harmonie reposante du pays normand », telle que le géographe Alphonse Albert-Petit la décrivait, constitue, de son point de vue, un heureux dénouement à la guerre qu'il vient de mener. Pour autant, la Normandie ne se réduit pas à la carte postale des vaches broutant paisiblement dans les plants de pommiers. Riche terre de culture et d'élevage, elle est également une grande région pour les activités secondaires et les échanges. Deux ports, Le Havre et Rouen, en constituent les pôles essentiels autour desquels commerce et industrie ont considérablement prospéré depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Il serait donc hasardeux de s'en tenir aux généralités tant il existe une grande variété au sein de la Normandie. Haute- et Basse-Normandie ne sont que de simples notions géographiques, sans réalité administrative et dépourvues d'unité économique. La coupure la plus pertinente est plutôt entre la Seine-Inférieure et les quatre autres départements, eux-mêmes partagés entre « pays » : pays d'Auge, Cotentin, pays de Bray, Roumois, Lieuvin, Perche, Vexin, pays de Caux... bien typés. Du point de vue historique et culturel, en revanche, la Normandie demeure une réalité assez vivante.

Quant à sa population, à la mentalité plus rurale qu'ouvrière, elle ne se laisse pas aborder aisément. Le soldat de la Wehrmacht avait-il lu, avant l'invasion, le *Guide Michelin* qui décrit le paysan normand comme « un homme fin, calculateur, spéculateur prudent, esprit critique, pratique, méthodique, très attaché aux biens de la vie » ? Ce « horsain » d'un genre particulier n'avait sans doute pas saisi la mentalité et les us et coutumes du territoire qu'il allait occuper. Ses supérieurs, en revanche, soucieux de prendre possession des lieux, si ce

n'est des hommes, avaient pris soin, grâce au Statistisches Reichsamt (l'Office statistique du Reich), de rassembler les données économiques, démographiques et politiques sur le pays. Elles leur permettaient d'appréhender au mieux la région qu'ils allaient occuper : connaître la Normandie n'était ni plus ni moins que le préalable indispensable à une exploitation économique efficace.

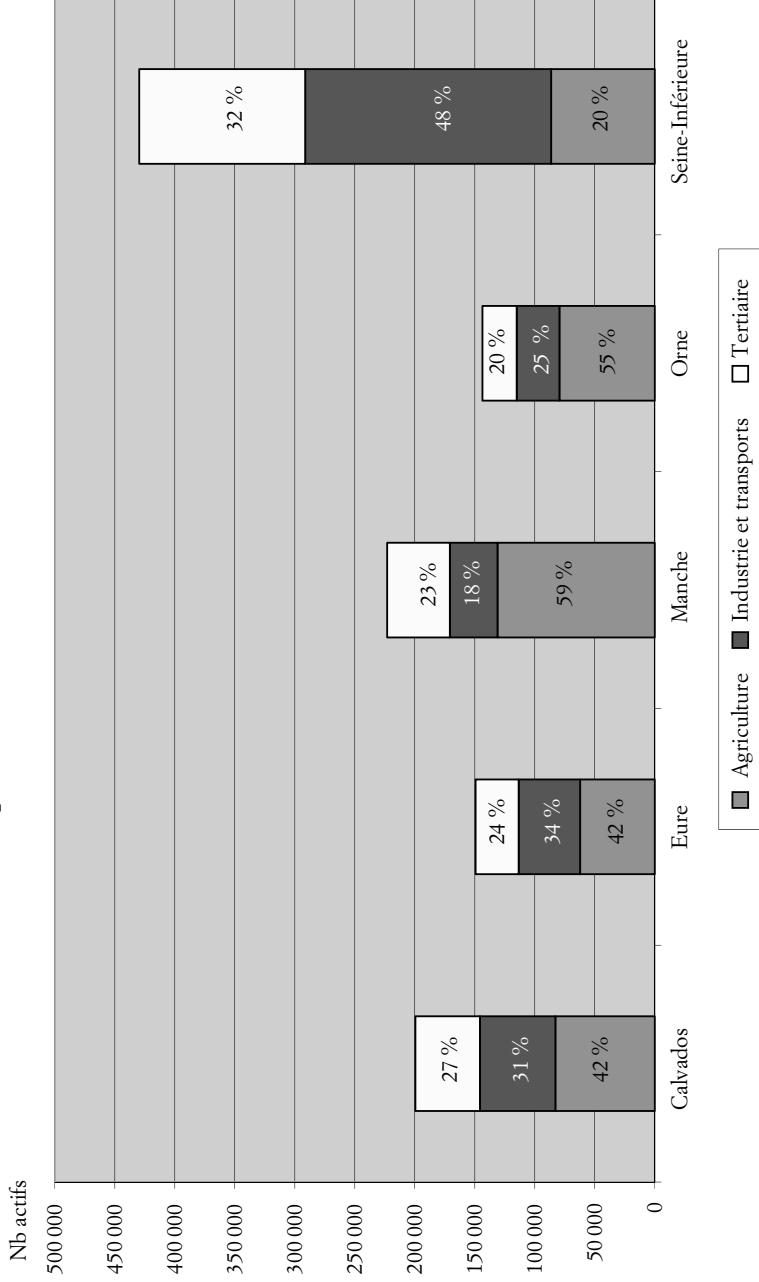
## TERRES ET MERS NOURRICIÈRES

Comme dans le reste du pays, l'agriculture normande a subi de plein fouet la crise internationale des années 1930. La chute du cours du lait et du blé a conduit à l'abandon des exploitations les plus fragiles. Par ailleurs, les campagnes accusent depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle une perte de population particulièrement sévère. La saignée de la Grande Guerre n'a fait qu'aggraver une situation plus ancienne. Le manque d'enfants, une mortalité importante et un exode rural massif ont incité nombre de paysans à privilégier le pâturage et l'élevage moins exigeants en main-d'œuvre, au détriment de la mise en culture. Néanmoins, la terre fait encore vivre de nombreuses familles normandes. Plus de la moitié de la population de l'Orne et de la Manche est agricole. Dans le Calvados et l'Eure, la proportion est moindre, mais supérieure à 40 %. La Seine-Inférieure, quant à elle, s'est tournée résolument vers l'industrie puisque à peine 20 % de sa population travaille la terre.

Favorisés par un climat des plus généreux en pluies et un sol riche d'herbe grasse, une multitude de petits pays vivent entièrement de la vache. L'élevage, destiné à l'engraissement pour la viande ou à la production de lait, progresse, tant à l'est qu'à l'ouest de la région. Le Cotentin en est l'illustration parfaite : près de 95 % de la superficie agricole est en herbages destinés à un cheptel fort de 500 000 têtes, beaucoup plus que d'habitants. La production de lait se concentre aussi massivement dans le Bessin, le pays d'Auge ou le pays de Bray, qui figurent parmi ces régions de bocage où, selon Albert-Petit, « les vaches sont ensevelies jusqu'au pis dans le gazon ». Région laitière, beurrière et fromagère par excellence avant la Première Guerre mondiale, la Normandie a conforté sa place en bénéficiant d'un sérieux coup de pouce lorsque l'État a accordé aux poilus une part de camembert dans leur ration. L'industrie fromagère se développe alors autour de petites entreprises, souvent familiales et artisanales, exploitant au mieux « l'or blanc » nécessaire à la fabrication des fromages. Le camembert, le livarot, le pont-l'évêque, le neufchâtel et le carré de Gournay, pour ne citer que les plus célèbres, prennent place désormais aux tables des restaurants parisiens les plus réputés, comme à celles des familles les plus modestes. Le succès est tel que la filière se modernise pour



# Population active en Normandie, 1936



Source : J Q

assurer qualité et rendement. Peu à peu se fixent de grandes usines aux mains de sociétés et coopératives capables de rationaliser la production. En Seine-Inférieure, l'usine de Ferrières-en-Bray emploie 380 ouvriers à la fabrication du fameux carré frais de Gervais. Dans le pays d'Auge, à Lisieux, la société suisse Nestlé produit du lait condensé alors que les usines d'Isigny acquièrent leur renommée grâce à la qualité de leurs beurres. Ces établissements font vivre l'économie locale, comme s'en souvient Yvette Perrot, une habitante du village de Caumont-l'Éventé situé à une quarantaine de kilomètres de là :

« Le beurre était la marchandise la plus vendue. Tous les cultivateurs amenaient leur précieuse marchandise emballée dans des torchons et formaient de longues files de carrioles sur les routes aux abords de Caumont. Des dizaines de marchands de beurre venaient avec leur camion pour acheter en gros. Ils fournissaient les laiteries d'Isigny<sup>2</sup>. »

En 1938, 20 % de la production nationale de beurre provient de Normandie.

La plaine de Caen, les plateaux de l'Eure, le pays de Caux pratiquent aussi l'élevage, mais sont d'abord de grandes régions céréalières. Dans l'Avranchin, le Perche et le Bocage normand, le modèle se révèle plus diversifié, ajoutant à la production laitière des cultures et l'élevage de chevaux. Certes, le secteur équin rencontre des difficultés depuis que l'agriculture utilise le tracteur, mais la plupart des petites exploitations, sans moyens financiers, attellent encore le cheval.

Dans ces « pays » reculés et isolés, le commerce ne se développe que localement. Faute de réseaux routier et ferroviaire, le manque de débouchés pour la production contribue à maintenir un modèle agricole traditionnel, ancré dans le XIX<sup>e</sup> siècle. Il résiste mal à la crise économique, notamment dans l'Orne, où plus 7 000 fermes ont été abandonnées. En Haute-Normandie, le pays de Caux, le Lieuvin, le Roumois et le pays d'Ouche s'en sortent mieux car les exploitations agricoles se sont diversifiées bien qu'elles soient également éloignées des voies de communication.

Aussi, la plantation de pommiers constitue un sérieux complément financier dans ces régions. Depuis la fin de la Grande Guerre, à côté de la production fermière individuelle des bouilleurs de cru, de nombreuses distilleries développent à grande échelle la production de cidre et de calvados. La Grande Cidrerie-Distillerie de Cormeilles et celle de Beuzeville ont contribué à hisser l'Eure au rang de premier producteur d'alcool de pomme pendant que le Calvados occupe la première place pour le cidre.

Dans les régions de plaines, autour de Caen, Falaise et Argentan en Normandie occidentale, ou sur les plateaux du Vexin et du Neubourg en Haute-Normandie,

les exploitations réussissent mieux à passer le cap de la modernisation. Les fermes, plus grandes, se tournent résolument vers la culture du blé, de l'avoine, du lin et de la betterave à sucre. Dans l'Eure, l'agriculture a bénéficié, après-guerre, de l'apport d'un nouveau souffle. Les Belges d'origine flamande, qui disposaient de capitaux, mettent en œuvre de gros investissements. En achetant des terres en friche, les exploitations se concentrent en grandes parcelles qui assurent la rentabilité. Ces fermiers modernisent aussi leurs exploitations en investissant dans la mécanisation, avec tracteurs et moissonneuses-batteuses, et en développant l'usage de l'engrais sur des terres désormais prometteuses de rendements conséquents. Bénéficiant de voies de communication plus développées, toute une industrie alimentaire, avec minoteries et sucreries, s'implante en bord de rivière. Ainsi, la sucrerie d'Étrépagny jouit d'un accès spécifique à la voie ferrée Gisors-Rouen qui facilite ses exportations. Comme le rapporte un numéro spécial de *L'Illustration*, dès 1926 : « Le département de l'Eure marche à grande allure vers le progrès agricole. »

La pêche en mer occupe une place tout aussi honorable dans l'économie normande. Souvent sous-estimé, le caractère maritime de la région n'est pas le moindre de ses atouts. Deux ports, Fécamp et Dieppe, disposent dans les années 1935-1936 d'une flotte qui occupe environ 2 000 pêcheurs. À Fécamp, on pêche le hareng, le maquereau et la morue. Leur transformation en poissons fumés, salés ou en conserves occupe près de 4 000 personnes, des ouvrières le plus souvent. Le quartier de Dieppe, quant à lui, se place dans les premiers rangs des ports de pêche fraîche en France avec plus de 22 000 tonnes de poissons par an, en 1938. Ce n'est pas son seul atout. La ligne maritime Newhaven-Dieppe créée au XIX<sup>e</sup> siècle, qui avait permis de relier Paris à Londres, accueille désormais plus de 200 000 voyageurs par an. Depuis, Dieppe conforte des relations commerciales exceptionnelles avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, se plaçant au premier rang des importations de bananes. En Basse-Normandie, seul le port de Granville mérite d'être cité pour la pêche à la morue. La « Monaco du Nord » se tourne résolument vers l'activité touristique, comme la plupart des petits ports du littoral normand qui périssent. Les plages de sable du Calvados autour de Deauville et de Cabourg attirent désormais plus souvent la clientèle parisienne que les pêcheurs. De même, les paysages de la Côte d'Albâtre retiennent l'attention des citadins de Rouen, du Havre et de la capitale qui y construisent leurs villégiatures.

Les états-majors allemands peuvent se satisfaire d'occuper une région si prolifique. Non seulement elle dispose sur la côte de résidences secondaires et d'hôtels pour héberger les hommes, mais la nourriture y est variée et à profusion. L'armée d'occupation, qui allait se révéler nombreuse, aura son ravitaillement assuré...

## UNE RÉGION STRATÉGIQUE

Situé à moins de deux cents kilomètres de l'ennemi n° 1 du Reich, le Royaume-Uni, la Normandie constitue une base logistique d'importance en prévision d'une éventuelle invasion des côtes anglaises. Ajoutée à cela, la présence de trois grands ports, parmi les plus importants du pays, fait de la Normandie une région stratégique de premier ordre.

Depuis le début du siècle, les infrastructures portuaires du Havre n'avaient cessé de se moderniser. Le port a notamment vu aboutir les grands travaux qui lui permettent dorénavant d'accueillir les paquebots. Le 29 mai 1935, le plus gros navire jamais construit, le *Normandie*, effectue son premier voyage, au cours duquel il établit le record de vitesse de traversée entre Le Havre et New York. Depuis, la ville est reconnue comme porte d'accueil des voyages transatlantiques, avec 250 000 passagers par an en 1938. Une jeune agrégée de lettres, nouvellement nommée au Havre, Madeleine Michelis, s'est laissé séduire par cette ville ouverte sur l'océan :

« Jeudi après-midi, après avoir vu arriver le *Normandie* de nuit, la veille, je suis allée le contempler à quai. C'est une bête impressionnante. Je suis revenue par le quartier Saint-François, le vieux quartier du port. Inutile de vous dire que j'aime ce quartier autant que les quais de débarquement, avec les cris des grues, l'animation des dockers. Il me semble que je pars avec chaque bateau et que je suis de toutes les arrivées<sup>3</sup>. »

Moins romanesque mais essentiel au développement industriel, le port de pleine mer reçoit désormais des tankers de grande capacité contribuant à établir sur la basse vallée de la Seine l'un des fleurons de l'économie nationale : l'industrie pétrolière et chimique. Par ailleurs, le commerce de la ville se révèle l'un des plus dynamiques de la région. Environ 5 000 dockers travaillent aux chargements et déchargements des navires provenant des colonies. Plus de 6,3 millions de tonnes de marchandises y sont échangées en 1937. Le Havre se place au premier rang des ports français dans le commerce de produits tropicaux : 9/10 du cacao, 4/5 du café et les 2/3 du coton, en 1937, arrivent au Havre.

Le port de Rouen, quant à lui, bénéficie d'une exceptionnelle voie maritime, la Seine, en lien direct avec Paris. Situé en amont de l'estuaire, il constitue, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, une plaque tournante pour les produits alimentaires (café, cacao, épices), les matières premières textiles (coton), les combustibles liquides, le charbon et le fer. De ce fait, il alimente non seulement toute l'industrie régionale mais exporte, au-delà, vers la capitale et le nord de la

France. Certes, il ne peut accueillir des bâtiments d'importance, faute de tirant d'eau, mais il a mené une série d'aménagements, constructions de quais, creusements de bassins et rattachements d'îlots, qui assurent le stockage et le transfert des marchandises vers l'intérieur des terres. De ce point de vue, son trafic commercial s'avère plus conséquent qu'au Havre, avec 9,76 millions de tonnes de marchandises en 1937. L'activité emploie près de 3 000 dockers occupés davantage au déchargement des importations qu'au chargement des exportations dont les tonnages s'avèrent moindres.

En Basse-Normandie, seul Cherbourg a conforté, depuis Napoléon III, sa position de port de guerre. Situé sur la Manche, mais ouvert vers l'océan Atlantique, son arsenal emploie environ 4 000 ouvriers dans la construction et la réparation de bâtiments militaires, notamment de sous-marins. L'activité commerciale, en revanche, y est moindre qu'en Haute-Normandie, même celle du port de Caen. Les efforts exceptionnels consentis pour augmenter les capacités d'accueil des bassins et la construction d'une gare maritime sont arrivés trop tard. D'une part, ils ont ruiné la ville et, d'autre part, la crise ayant provoqué le ralentissement du trafic transatlantique, 45 000 passagers seulement débarquent à la gare maritime de Cherbourg en 1936. Le port de Caen, relié à la mer par un long canal, ne se situe qu'au septième rang national pour son trafic. Cependant, il peut s'enorgueillir d'être, à la différence de ceux de la Seine-Inférieure, le seul à équilibrer les entrées et les sorties de marchandises. En effet, s'il importe du charbon britannique en grande quantité, il exporte tout autant d'acier provenant de la Société métallurgique de Normandie (SMN) et de minerai de fer extrait des mines du Calvados et de l'Orne.

Au total, en 1937, la Normandie représente à elle seule 42 % de la flotte de commerce française et assure 38 % du trafic national. Ce dynamisme économique allait être touché de plein fouet par la guerre en raison de sa dépendance avec le Royaume-Uni et les États-Unis.

## UNE INDUSTRIE À DEUX VITESSES

La présence de grands ports et d'un bassin de main-d'œuvre abondant couplés à des réseaux fluvial routier et ferroviaire de qualité sont des facteurs déterminants pour l'émergence d'une industrie dynamique. De ce point de vue, elle s'est inégalement développée sur le territoire normand. Elle bénéficie plus fortement à la Normandie orientale, reliée au Nord et à Paris par le chemin de fer et la Seine. En revanche, à l'ouest, elle peine à se développer, voire à survivre, du fait de son éloignement des grands centres urbains. Cette situation explique, en partie, la suprématie de la Haute-Normandie et plus encore celle de la

Seine-Inférieure, fer de lance de la région dont 48 % de la population travaille dans le secteur industriel. Qui plus est, le département se place résolument au cœur des stratégies économiques nationales en développant deux grands secteurs : la chimie et le pétrole. Si la Basse-Normandie possède de beaux atouts, telles ses mines et sa sidérurgie, son activité industrielle n'est pas comparable.

Destinés dans un premier temps à l'éclairage, les besoins de pétrole raffiné s'accroissent considérablement avec celui du transport routier. L'État, ayant cruellement manqué d'essence durant la guerre de 1914-1918, avait décidé d'acquiescer plus d'indépendance. À défaut d'avoir du pétrole, la France se dotera de raffineries. La suppression de la taxe sur le pétrole brut, instituée en 1928, a permis à la région de se propulser au premier rang de la pétrochimie française. Dans ce contexte, l'estuaire de la Seine change de physionomie au fil du temps. En 1931, la plus importante raffinerie française émerge à Gonfreville-l'Orcher. Deux ans plus tard, la Compagnie française de raffinage traite 700 000 tonnes de produits bruts. Deux sociétés américaines prennent pied à Port-Jérôme et à Notre-Dame-de-Gravenchon. Enfin, une société britannique, Les Pétroles Jupiter, s'installe à Petit-Couronne. L'ensemble forme, à la veille de la guerre, un complexe industriel qui raffine 46 % du pétrole utilisé en France. Par ailleurs, la modernisation de l'agriculture réclamant l'usage de fertilisants, la pétrochimie se développe autour de Rouen. Des usines d'engrais chimiques s'implantent aux Petit-Quevilly et Grand-Quevilly, à proximité de la production d'acide sulfurique présente depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. De Oissel à Petit-Couronne, une multitude d'entreprises sous-traitent avec les fabricants de papier de Saint-Étienne-du-Rouvray et de Grand-Couronne. Le quart de la production nationale vient de la région grâce à l'importation de pâtes à papier et de bois de Scandinavie.

En Normandie occidentale, seul Cherbourg et la périphérie de Caen avec son bassin minier peuvent être qualifiés de région industrielle. Situées dans la plaine de Caen et dans l'Orne, les mines de fer de May-sur-Orne, Saint-Rémy-sur-Orne, Soumont-Potigny, La Ferrière-aux-Étangs, Saint-Clair-de-Halouze forment le bassin le plus important de l'ouest de la France. La Première Guerre mondiale a joué un rôle prépondérant dans son expansion. Du fait des combats en Lorraine et de l'occupation du département du Nord, l'État s'était appuyé sur la région normande en l'aidant à se développer. L'arrivée massive de main-d'œuvre étrangère a concouru à hisser le bassin minier à la troisième place de la production française, avec 1 467 000 tonnes de minerai de fer extrait en 1939. La SMN, implantée sur le plateau de Mondeville-Colombelles, près de Caen, et du canal menant à la mer, transforme le minerai de fer en fonte et en acier. En 1938, les deux hauts-fourneaux produisent 250 000 tonnes d'acier et autant de fonte qui s'exportent dans toute l'Europe. À la différence de l'industrie métallurgique de la région de Rouen, celle de

Caen dispose sur place de minerai alors que Rouen importe le fer et le charbon de Grande-Bretagne. Ainsi, le Calvados se place, en 1939, au troisième rang pour la production de fonte et au quatrième pour l'acier.

La construction navale constitue un autre secteur en expansion. Petites et moyennes entreprises, fonderies, chaudronneries et forges s'installent à proximité des ports pour réparer ou construire des bateaux. Outre l'arsenal de Cherbourg, les Chantiers de Normandie au Grand-Quevilly avec leurs 1 200 ouvriers, les chantiers Augustin-Normand au Havre et ceux du Trait, occupant un millier de salariés à la veille de la guerre, sont les plus importants de la région. En revanche, les chantiers navals de Blainville-sur-Orne, près de Caen, ont dû fermer leurs portes fin 1934.

À la fin des années 1930, après l'arrivée du Front populaire au pouvoir, et la menace d'une nouvelle guerre qui se profile, de très importantes commandes sont passées par l'État aux usines d'armement afin de rattraper un certain retard. Elles tournent à plein rendement et les carnets de commandes ne désemplassent pas : cartoucherie de Mondeville, usines Nobel près de Honfleur, usines aéronautiques... cumulent à tout va les heures supplémentaires. Face au réarmement allemand, l'État français en est venu à nationaliser les usines les plus importantes afin de mieux en assurer le contrôle. La société Schneider et ses filiales du Havre, de Harfleur et Gonfreville, placées au premier rang des industries d'armement (munitions, canons, artillerie), entrent dans le giron de l'État en juin 1937. Les sociétés d'hydravions de Caudebec-en-Caux et les établissements Breguet au Havre subissent le même sort, restructurés au sein de la Société nationale de construction aéronautique du Nord.

En revanche, le textile, qui était encore à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un des fleurons industriels normands, périclité. Un sursis lui avait été donné avec les commandes de l'armée française durant la Grande Guerre, mais la reconversion dans un pays en paix s'avère difficile. Par ailleurs, la crise des années 1930 accentue le marasme et provoque la fermeture de nombreux établissements. En Haute-Normandie, toutefois, l'activité se porte mieux qu'ailleurs. Dans l'Eure, le textile occupe encore 7 000 ouvriers répartis dans une quarantaine de filatures et tissages installés au bord des cours d'eau, telle la maison Vandevoorde à Louviers. Selon son maire, Pierre Mendès France, la ville a encore de beaux jours, car elle est « le lieu d'une industrie puissante et diverse. Le textile y domine toutefois : fabrique de cardes pour laine, coton, soie, ouate et cachemire, fabrique de fils, déchets de laine, draps de qualité, flanelles<sup>4</sup> ». L'élu n'oublie pas pour autant Bernay et ses filatures de coton et de rubans, ni Évreux et ses fabriques de coutils en fils de coton. Dans le pays de Caux, Yvetot est en déclin alors qu'à Arques-la-Bataille la reconversion du drap à la rayonne assure le travail de plus de 600 ouvriers.

Dans les régions de bocage, la production textile vivote faute de voies de communication suffisantes. Dans l'Orne, où seulement 24 % de la population travaille dans le secteur secondaire, un timide virage vers des industries modernes s'amorce, tel l'équipement automobile à Flers ou le petit appareillage ménager avec Moulinex à Alençon. De même, dans le Calvados, le travail de l'amiante s'installe à Condé-sur-Noireau, tandis que Villedieu-les-Poêles conserve sa petite industrie de forges et de fonderies de cuivre. À Vire, la Société générale d'équipement s'établit, avec 1 200 ouvriers, dans une ancienne bonneterie, afin de produire de l'équipement automobile et aéronautique. Sur le littoral, la Compagnie générale du Duralumin à Dives-sur-Mer emploie 1 500 ouvriers et, autour de Honfleur, quelques entreprises fabriquent charbon actif et celluloïd, tandis que la société Nobel produit des explosifs. Dans l'Eure, des industries nouvelles de dimensions plus modestes laissent cependant présager un avenir serein car elles sont en plein essor : la fabrication de chaussures à Pont-de-l'Arche et l'imprimerie avec de grandes maisons comme Hérissey à Évreux et Firmin-Didot au Mesnil-sur-l'Estrée.

#### UNE TIMIDE REPRISE DÉMOGRAPHIQUE

Pendant plus d'un siècle, seule la Seine-Inférieure avait bénéficié d'un solde positif, alors que les autres départements voyaient leur population diminuer de façon inquiétante. Ainsi, l'Orne avait perdu un tiers de ses habitants ! Depuis les années 1920, cependant, la situation en Normandie présente un caractère nouveau : le mouvement naturel s'avère désormais positif, d'abord grâce à une reprise de la natalité, particulièrement en Basse-Normandie, conjuguée à une baisse de la mortalité assez spectaculaire en Seine-Inférieure.

Pour autant, la situation reste fragile dans un département où les grandes villes souffrent toujours de l'alcoolisme et des logements insalubres. Le Havre détient en 1931 le triste record de 12 litres d'alcool consommé chaque année par habitant et Rouen est la deuxième ville française pour la mortalité par la tuberculose. Mais les chiffres évoluent dans le bon sens, notamment pour les plus jeunes, mieux suivis dès leur naissance : ils meurent moins de maladies infantiles. Une politique nationale plus soucieuse des questions sociales incite par ailleurs les entreprises à développer leurs œuvres. Dans la région d'Elbeuf, des pouponnières et des primes à l'allaitement pour les ouvrières du textile participent à la baisse du taux de mortalité infantile. Enfin, les conditions de vie apparaissent plus favorables grâce à l'émergence de cités-jardins aux habitations modernes, situées dans les nouvelles banlieues industrielles à l'écart de la ville. L'arrivée des Chantiers de la Seine dans le petit village du Trait a nécessité la création d'une cité ouvrière dont l'entreprise n'est pas peu fière :



« 14 villas pour les ingénieurs, 30 maisons de contremaîtres, 2 pavillons à six logements, des dortoirs spécialement aménagés pour les célibataires... Toutes ces installations satisfont entièrement aux règles de l'hygiène<sup>5</sup>... »

Plus récente, avec davantage de maisons individuelles, la cité Esso à Port-Jérôme fait figure de modèle pour le logement des ouvriers. À Colombelles et Giberville, dans la banlieue de Caen, se développent des quartiers où les modestes maisons ouvrières disposent de jardins.

Grâce à la natalité relancée, tous les départements de Normandie voient leur population augmenter pendant l'entre-deux-guerres, de façon plus ou moins forte, sauf l'Orne, qui perd encore des habitants. En effet, le bilan migratoire déficitaire, grand mal du XIX<sup>e</sup> siècle, reste partout de mise, sauf en Seine-Inférieure. Ailleurs, les Normands sont toujours plus nombreux à quitter la région que les nouveaux habitants qui viennent s'y installer.

De fait, la fécondité des campagnes dissimule un phénomène massif : l'exode rural, accru par la fermeture des usines textiles et, plus encore, par le marasme économique qui sévit dans le monde agricole qui incitent les plus jeunes à quitter leur foyer. Ces populations désœuvrées se tournent vers les villes. Rouen avec ses 122 000 âmes, Le Havre et ses 164 000 habitants et, dans une moindre mesure, les 60 000 Caennais forment des bassins d'emploi qui recrutent bien au-delà de leur département. Les migrants viennent des campagnes environnantes mais aussi de Bretagne et, lorsque les Français rechignent, les entreprises en appellent à la main-d'œuvre étrangère. Phénomène nouveau, les arrivants préfèrent les banlieues qui gardent encore quelques petits airs de campagne. Grand-Couronne ou Sotteville-lès-Rouen voient leur population augmenter au détriment de Rouen. De même, Le Havre perd des habitants au profit de Sanvic et Montivilliers. En 1936, 43 Normands sur 100 vivent dans une ville de plus de 2 000 habitants.

La grande vague migratoire amorcée dans les années 1920 en France est terminée. La dépression mondiale, la xénophobie ambiante et les mesures gouvernementales de préférence nationale marquent le net ralentissement de l'immigration étrangère et des naturalisations. Les quotas mis en place entraînent des réductions draconiennes, de 30 à 50 % des effectifs d'immigrés, malgré la réticence des entreprises hostiles au départ de leurs ouvriers qualifiés. Dans la région, l'utilisation de main-d'œuvre étrangère n'a jamais été au cœur du recrutement, sauf dans quelques secteurs industriels comme celui des mines et de la métallurgie. Au regard de la situation nationale, la Normandie figure même parmi les régions les plus timorées. En 1931, au plus fort de l'immigration, les étrangers ne représentent que 2,4 % de la population normande contre 6,6 % à l'échelle nationale. En 1936, la France n'en accueille plus que 5,3 %

et la Normandie seulement 1,8 %. Les quelque 40 000 immigrés de la région se répartissent inégalement sur le territoire. L'Eure et le Calvados figurent parmi les départements les plus demandeurs. La Seine-Inférieure dispose, sur place, d'un bassin de main-d'œuvre des plus conséquents qui ne nécessite pas de recrutement extérieur, sa densité démographique étant l'une des plus importantes de France (144 habitants au kilomètre carré).

Les étrangers s'intègrent relativement bien dans la région. Depuis les années 1930, le contexte économique ne se prête plus guère au « turn-over » et les immigrés préfèrent se fixer sur leur lieu de travail. Pour témoins, les Belges venus lors d'une vague d'émigration ancienne, d'avant la Grande Guerre, forment la première communauté représentant 26 % des étrangers. Ils s'implantent dans les régions agricoles euroises et, dans une moindre mesure, calvadosiennes. Flamands le plus souvent, ils participent non seulement à la modernisation de fermes abandonnées ou moribondes, mais prospèrent en développant la culture et la transformation du lin, faisant de la Normandie une des régions les plus florissantes en la matière.

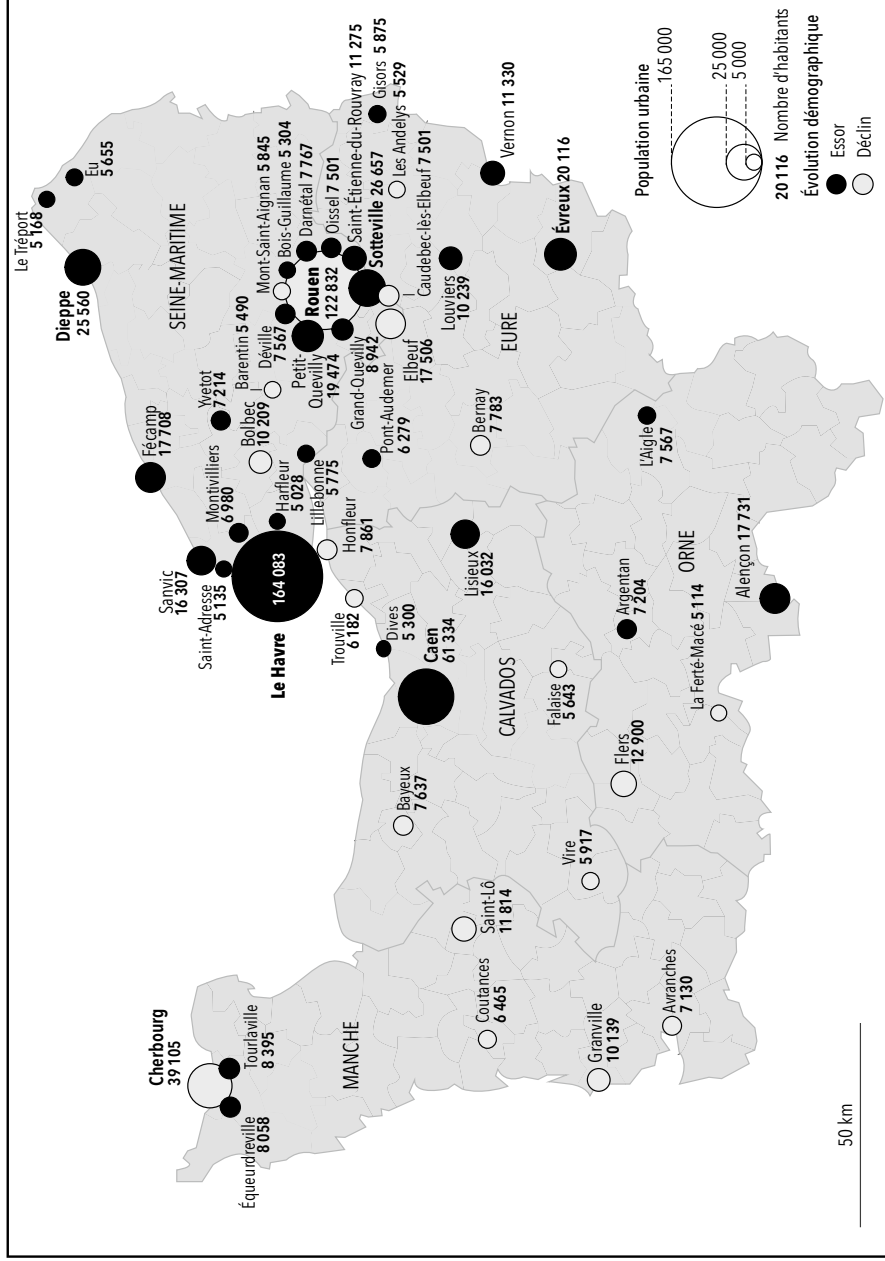
Les Italiens, quant à eux, avaient répondu, dans les années 1920, aux besoins de main-d'œuvre des mines, des carrières et de la sidérurgie où ils assumaient les tâches de maçonnerie. Depuis, ils se disséminent et se fondent dans la population locale en créant leurs propres entreprises de bâtiment dans les gros bourgs. En 1938, les entreprises italiennes représentent 43 % du BTP dans les départements bas-normands, notamment dans le Calvados. Des communautés de moindre importance s'installent aussi dans l'Eure et l'Orne.

Les Polonais, ouvriers agricoles et paysans, ayant fui une terre qui ne pouvait plus les nourrir, arrivent les derniers. Ils s'établissent massivement dans le Calvados pour répondre aux besoins des mines et de la métallurgie. La population polonaise, dont la plus importante communauté s'installe à Potigny, se révèle la moins intégrée car plus attachée à sa langue et à sa culture entretenues par des associations, parfois aussi par des prêtres.

« LE NORMAND EST NATURELLEMENT CONSERVATEUR »  
(A. SIEGFRIED)

S'arrêter sur le comportement politique et le sentiment religieux des Normands ne permet pas de présager ce que seront leurs attitudes pendant l'Occupation, tant les paramètres politiques, sociaux, économiques et les circonstances – y compris les hasards de la vie – ont pu faire basculer les plus progressistes d'avant-guerre dans la Collaboration ou les plus réactionnaires dans la Résistance. Comprendre les mentalités d'avant-guerre fait néanmoins

# Les villes normandes de plus de 5 000 habitants en 1936



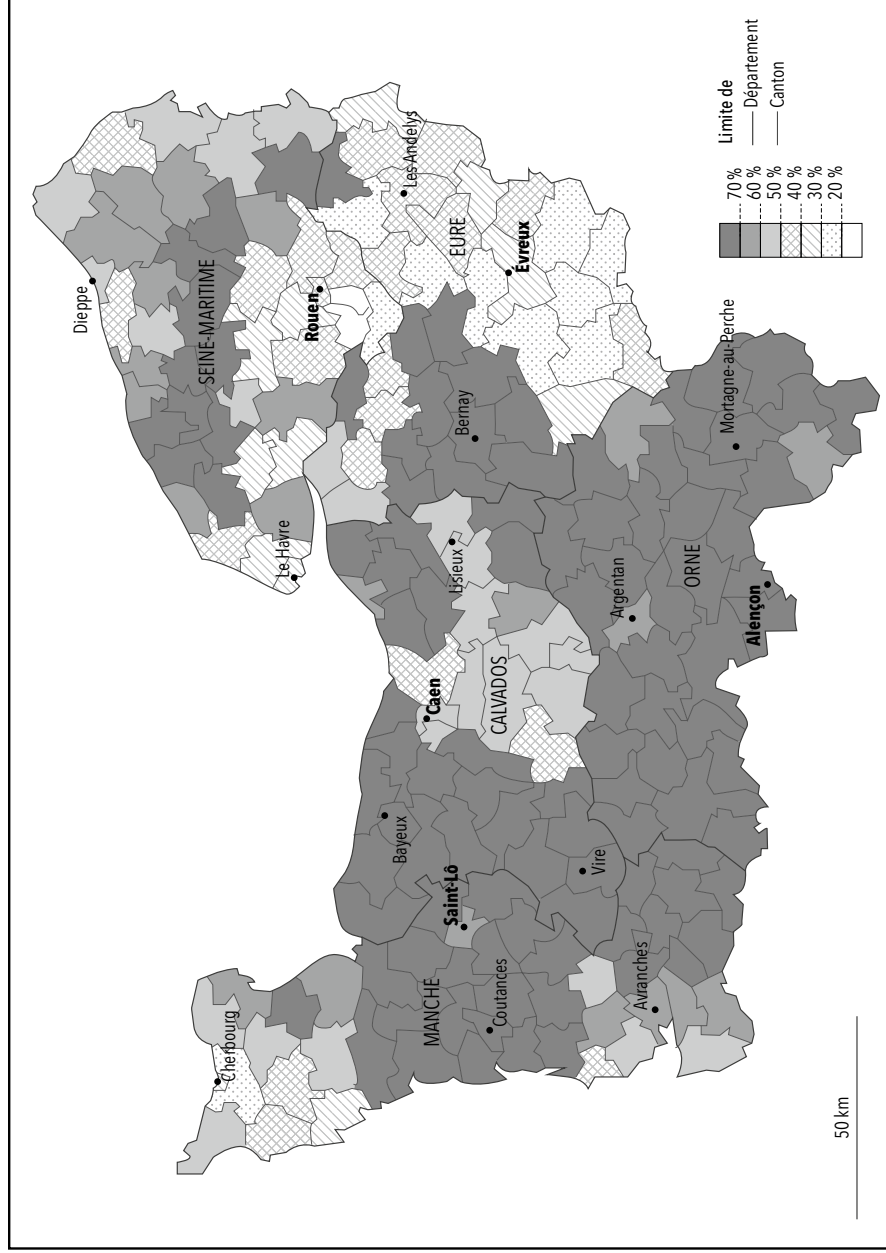
La Seine-Inférieure apparaît comme une région dynamique, fortement industrialisée, où de nombreuses banlieues émergent, au détriment des autres départements plus agricoles.

partie des paramètres à prendre en compte pour appréhender les réactions de la population face à l'occupant nazi, à la politique du gouvernement de Vichy, mais aussi à une vie quotidienne difficile.

Le géographe et sociologue André Siegfried disait que la population locale avait « une façon spéciale d'envisager les problèmes de la vie publique » en soulignant que ses opinions se forgeaient à l'aune de ses intérêts... Et qu'elle n'acceptait jamais, d'emblée, les changements politiques. En d'autres termes, « le Normand [était] toujours en retard d'un régime<sup>6</sup> ». Ainsi, il avait majoritairement voté contre toutes les grandes lois républicaines, celle de l'enseignement dans les années 1880, comme celle de la séparation de l'Église et de l'État en 1905, et fait de la Basse-Normandie un des derniers bastions bonapartistes en France. Le vote de la région aux élections de 1936 confirme cet esprit conservateur. La vague rouge du Front populaire, qui déferle sur la quasi-totalité du pays, touche à peine la région. Encore faut-il distinguer les deux Normandie sur l'échiquier politique. La Basse-Normandie, avec l'est de la France et la Bretagne, vote massivement à droite, alors que la Haute-Normandie y met une pointe de sel radical-socialiste...

La Manche, l'Orne et le Calvados forment ainsi un véritable rempart face à la réforme, totalement à contre-courant du pays. Les trois départements font partie, avec la Vendée et l'Ille-et-Vilaine, de ceux qui votent le plus massivement à droite (plus de 60 %) au premier tour des élections législatives de 1936. Ils « sortent » même, à cette occasion, les deux seuls représentants qui siégeaient à gauche depuis 1932 ! Dans le Bocage normand, aux confins de la Manche, de l'Orne et du Calvados, où le catholicisme s'affirme le plus, l'opinion publique balance entre celle du curé et celle du notable qui, d'ailleurs, se soutiennent mutuellement. Le débat n'est jamais primordial pour une population attachée à ses intérêts autant qu'à l'ordre ; elle préfère de loin le consensus à la joute politique. Aussi choisit-elle souvent un notable local, agréé par le curé, afin qu'il défende au mieux ses droits, quelle que soit son étiquette précise, pourvu qu'elle ne soit pas trop à gauche. Les exemples ne manquent pas dans ces régions, tel Georges Roulleaux-Dugage, élu de l'Orne, né avec une cuillère d'argent dans la bouche et, depuis son plus jeune âge, baigné dans la vie publique. Il représente tout à fait la classe politique bas-normande. Issu d'une troisième génération de députés du Bocage, maire de Saint-Bômer-les-Forges pendant trente-cinq ans, il avait remplacé son frère démissionnaire pour raisons de santé en 1930 et était depuis régulièrement réélu. Ce notable influent, aisé, sans beaucoup d'idéologie, se rallie aux partis conservateurs fort bien représentés en Normandie. Il se révèle plus soucieux des intérêts de son département que de grands principes en bénéficiant du soutien de la droite la plus réactionnaire pour être élu. Ses électeurs n'en

## La droite aux élections législatives de 1936 (premier tour de scrutin)



Mis à part les régions plus industrielles autour de Cherbourg et Caen, les départements bas-normands figurent comme de véritables bastions de la droite aux législatives de 1936. La Haute-Normandie en revanche est plus diverse dans ses opinions.

demandent guère plus. Seules les villes plus industrielles, comme Cherbourg, et la banlieue de Caen, votent à gauche. La Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et le Parti communiste totalisent 35 % des suffrages exprimés dans la circonscription de Cherbourg, 21 % dans la première de Caen et 23 % dans celle de Lisieux.

Depuis les années 1930, la Haute-Normandie subit quelques coups de boutoir donnés par la gauche radicale. Ils portent notamment dans l'est de l'Eure. Pays de moindre pratique religieuse, où seulement 2,5 % des hommes et 8,8 % des femmes du Vexin, du plateau de Saint-André et de la région du Neubourg font leurs Pâques dans les années 1930, le discours de jeunes radicaux-socialistes y trouve un certain écho. Un avocat, Pierre Mendès France, en est le chef de file. Devenu en quelques années l'une des personnalités politiques marquantes du département, il est élu à 25 ans et réélu en 1936, dans la circonscription de Louviers dont il est le maire. Il dénote par son modernisme, son charisme, et son enthousiasme politique séduit. Le radical-socialisme apporte ainsi dans la région un nouvel élan progressiste en remportant 3 circonscriptions sur 6 ; alors qu'une quatrième échoit à un socialiste ; une première dans le département. En Seine-Inférieure, l'influence radicale-socialiste est moindre sauf dans les villes : Lucien Galimand à Dieppe, Léon Meyer au Havre, tandis que Georges Métayer, Olivier Crutel et Alfred Marie sont élus à Rouen, et le socialiste dissident René Lebret à Elbeuf.

Toutefois, à y regarder de plus près, ces députés-là n'ont pas grand-chose à voir avec ceux du midi de la France. Leur élection n'est pas nécessairement un blanc-seing pour le Front populaire. Ainsi, le maire du Havre, Léon Meyer, à la tête de la seule grande ville ouvrière de la région, bénéficie en 1936 de voix de la droite pour assurer sa réélection. Il s'éloigne très vite du gouvernement Blum, dont il ne soutient jamais les projets de loi, et vote avec les conservateurs à l'Assemblée nationale.

Si l'opinion publique normande est conservatrice, elle n'adopte pas pour autant une attitude réactionnaire. Depuis le 6 février 1934, les candidats des partis et mouvements d'extrême droite trouvent un certain écho, mais ils ne concrétisent que très peu leurs espoirs dans une région peu attirée par les positions extrémistes.

En effet, les chiffres avancés par le préfet de Seine-Inférieure en mars 1934 n'illustrent pas vraiment un mouvement de masse : quelque 700 adhérents à Rouen, 720 au Havre et moins de 200 à Dieppe pour Les Camelots du roi et Dames royalistes, les Jeunesses patriotes et les Croix-de-Feu. Seul le département du Calvados dénote, ainsi que le souligne le commissaire spécial en décembre 1935 : « le département du Calvados est un fief des Croix-de-Feu », avec 6 000 adhésions. La dissolution des ligues n'entame en rien le pouvoir de renaissance de

l'extrême droite. Au contraire, les mouvements sociaux de l'été 1936 et le « péril révolutionnaire » redonnent un nouvel élan au tout nouveau Parti social français (PSF). La tournée de son leader, le colonel de La Rocque, remporte un vrai succès en Basse-Normandie. Dans l'Orne, en décembre 1936, sa conférence attire 12 000 personnes dont 200 maires. Dans le Calvados, le premier congrès du parti rassemble 10 000 sympathisants. L'Eure compte, aux dires du préfet, de 6 000 à 7 000 membres en septembre 1936. Même dans la Manche, le PSF aurait diffusé près de 5 000 cartes d'adhésion en 1937.

Dans les campagnes, un autre ancien combattant draine les foules. Depuis les années 1930, Henri Dorgères, à la tête de la Défense paysanne, instille dans tout l'ouest de la France un discours démagogue inscrit dans un corporatisme forcené. En Bretagne et dans les terres normandes de petite paysannerie bocagère, il rencontre un écho des plus favorables. Porté par une crise agricole sans précédent – l'effondrement du cours du blé, du lait et la baisse du pouvoir d'achat –, Henri Dorgères, tribun hors pair, sait cristalliser les mécontentements. Relativement isolé dans ses débuts, il s'est appuyé sur les syndicats agricoles, bien implantés en Normandie. D'inspiration chrétienne, marqué à droite, le syndicalisme agricole remporte alors un réel succès, comme dans l'Orne qui compte 4 000 adhérents. « Il faut au monde paysan des chefs paysans », prône le syndicaliste Jules-Romain Le Monnier dans *L'Orne agricole* du 24 mars 1933. En 1934, le mouvement se déploie autour du Front paysan, rassemblant la Défense paysanne, le Parti agraire et paysan français, une nébuleuse d'associations corporatistes et l'Union nationale des syndicats agricoles dont le secrétaire général, Jacques Le Roy Ladurie, est un grand propriétaire terrien de la plaine de Caen. Sans conteste, à eux deux ils réussissent à fédérer largement, comme à Isigny, le 17 septembre 1936, où 2 000 à 3 000 paysans viennent les écouter. Le mouvement se développe surtout dans les régions de bocage de l'Eure (Bernay), celles du Calvados (pays virois, pays d'Auge et Bessin), du Sud-Manche (Mortainais), de l'Orne (Domfrontais, Perche). Mouvement de cultivateurs et d'éleveurs, le Front paysan se targue du soutien d'élus locaux, maires, conseillers généraux et députés, tel le duc François d'Harcourt qui finance le journal du mouvement. En revanche, il ne parvient pas à s'inscrire dans une démarche parlementaire. Son bras politique se résume à deux députés rattachés au Groupe agraire : André Genty, représentant de l'arrondissement de Neufchâtel-en-Bray, et Jules Radulph, député de la circonscription de Vire et ardent défenseur des bouilleurs de cru, élu à la faveur d'une élection partielle en octobre 1936.

Par ailleurs, le Front paysan peine à s'inscrire durablement dans la mobilisation, car les agriculteurs préfèrent le mouvement syndical, plus modéré, dirigé par des notables locaux reconnus. Il est significatif qu'une des manifestations

les plus violentes qui se soient déroulées en Normandie à cette époque a été spontanée. On y verra quelques chemises vertes du service d'ordre du parti de Dorgères, mais il ne peut en revendiquer l'initiative. Le paysan normand tient à sa liberté et ne se mobilise que lorsqu'il est personnellement touché. Ainsi, tout juste un an après les manifestations antiparlementaires du 6 février 1934, une crise éclate dans les régions bocagères de Domfront, Mortain et Vire. Le 24 février 1935, à Mantilly, quelque 5 000 bouilleurs de cru réclament la liberté de distiller, suspendue depuis la Première Guerre mondiale. Mouvement d'ampleur soutenu par les syndicats et les élus, les paysans multiplient les manifestations devant les perceptions, s'en prennent à la Régie et à ses contrôleurs. En soutien, les maires démissionnent, organisent la grève du vote aux élections municipales, etc. Il faudra que l'État assouplisse les contrôles pour que la région retrouve son calme quelques mois plus tard.

Dans le camp opposé, la menace d'une prise de pouvoir autoritaire et nationaliste incite plus que jamais les partis de gauche à s'allier dans un front commun. L'heure est à l'unité politique et syndicale, aux niveaux national et départemental, telle que le prône, le 16 février 1934, Pierre Mendès France dans *La Dépêche de Louviers*. Dans un article intitulé « La République en danger », le député fustige le manque de réactivité de son parti. Très vite, il appelle les progressistes à manifester. Au Havre, 10 000 personnes descendent dans la rue et, quelques jours plus tard, la Confédération générale du travail (CGT) réunifiée mobilise plus de 3 000 personnes. L'année suivante, à l'appel des syndicats, un millier de personnes défilent à Évreux, le jour de la fête nationale, pour un rassemblement populaire contre le fascisme. Pourtant, en 1936, bien que la SFIO et le Parti communiste enregistrent, en nombre de voix, des scores jamais atteints, seuls les socialistes obtiennent un siège. Pour la première fois et à la surprise générale, André Dupont est élu dans la première circonscription d'Évreux. Le découpage électoral favorisant nettement le vote rural au détriment de celui des villes et des banlieues, l'extrême gauche peine à accéder à la représentation nationale. Au surplus, la gauche ne joue pas toujours la carte de l'union. Dans la circonscription de Cherbourg, elle est restée lettre morte au second tour, ouvrant la voie au démocrate-chrétien Léon Vaur, qui rafle un siège que détenait la gauche radicale depuis le début du siècle.

Même si le Parti communiste reste modeste au regard des grandes régions du Nord, il progresse considérablement, porté par l'élan du Front populaire. André Duroméa est un jeune ajusteur lorsqu'il adhère au parti :

« C'est donc, pour moi aussi, sur la base de la lutte contre le fascisme, dans la lutte pour l'union et dans l'enthousiasme des succès du Front populaire, que je suis devenu communiste<sup>7</sup>. »



Le parti s'implante surtout dans le milieu ouvrier et fonctionnaire. Dans la Manche, Cherbourg et Octeville comptent à peine 600 membres pour la SFIO et 500 pour les communistes, en 1938. Dans l'Orne, communistes et socialistes ne sont représentés que dans le bocage tisserand, les gros bourgs et petites villes, telle Argentan, où cheminots et fonctionnaires constituent l'essentiel des 700 militants en 1937. En Seine-Inférieure, le Parti communiste totalise 13,1 % des voix au premier tour des élections de 1936, provenant massivement des agglomérations du Havre et de Rouen, et distance désormais la SFIO, affaiblie par des scissions internes, qui ne recueille que 3,94 % des suffrages. L'année suivante, le département compte 6 500 adhérents au Parti communiste, 1 300 dans le Calvados. L'Eure reste, quant à elle, radicale-socialiste : les deux partis d'extrême gauche réunis ne dépassent pas les 5 % et le Parti communiste rassemble 900 militants.

## LES GRÈVES DE 1936

L'échec électoral du Front populaire en Normandie ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas eu de grèves. Mais le climat général dans lequel les premiers débrayages se déclenchent est des plus hostiles. En effet, les notables siégeant à droite de l'Assemblée nationale instillent la « peur du rouge » auprès d'une population peu encline à la contestation et à la révolte. Encore puissante en Normandie, la droite bénéficie d'une presse qui lui est acquise et d'une Église qui la soutient... Les ouvriers qui se lancent dans la lutte sociale en 1936 sont relativement isolés ; seuls leur détermination et leurs espoirs envers le Front populaire alimentent le moteur de la contestation.

Le 11 mai 1936, les élections à peine achevées, les ouvriers des établissements Breguet du Havre figurent parmi les premiers à initier le mouvement en France. Ils cessent le travail en riposte au licenciement abusif de deux des leurs, occupent l'usine et, au final, obtiennent leur réintégration. Fortes de ce premier succès, d'autres grèves suivent. Le 4 juin, les 750 ouvriers des Chantiers de Normandie réclament, à leur tour, des augmentations de salaires. Ils bénéficient du soutien de la municipalité du Grand-Quevilly qui ouvre gratuitement la cantine aux enfants des grévistes et organise des collectes auprès des commerçants. Avec la signature des accords de Matignon dans la nuit du 7 au 8 juin, sont conclues de fortes augmentations de salaires et la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise. Parallèlement, des lois sont adoptées par le Parlement, limitant la durée du travail à quarante heures et instaurant quinze jours de congés payés. Le mouvement prend de l'ampleur.

Dans la région de Rouen, 35 800 grévistes occupent près de 175 usines et négocient par l'intermédiaire du préfet et des élus l'application des accords nationaux dans leurs entreprises. Même le personnel féminin du secteur textile se fait entendre, quoique plus tardivement et plus modérément. *Le Moniteur du Calvados* du 6 juin alerte ses lecteurs à la façon d'une dangereuse épidémie qui frapperait le département : « Notre région n'est plus indemne. Hier après-midi, le mouvement gréviste l'a touchée... » Et de fait, le 5 juin, les 1 300 ouvriers de l'usine d'électrometallurgie de Dives-sur-Mer cessent le travail et entraînent à leur suite les dockers du port de Caen, les salariés de l'usine d'engrais, de la cartoucherie de Mondeville... Le plus important employeur de la région avec ses 4 000 ouvriers, la Société Métallurgique de Normandie, prend les devants et entame des négociations afin d'éviter le ralentissement de la production : il n'y aura pas de piquet de grève aux hauts-fourneaux. Les autres départements, plus agricoles et aux entreprises plus familiales, ne seront pas vraiment touchés par le mouvement social. Néanmoins, même là où la grève s'avère peu suivie, la CGT voit ses effectifs monter en flèche<sup>8</sup>. La vague de syndicalisation est sans précédent. Même la très modérée CGT de la Manche délivre près de 13 000 cartes en 1937 ! En Seine-Inférieure, on compte désormais 140 000 syndicalistes.

À la suite de la chute de Léon Blum en juin 1937, les gouvernements successifs n'auront de cesse de rediscuter les acquis sociaux. Les espoirs suscités l'année précédente sont pour une bonne partie mis au placard. L'arrivée de Paul Reynaud aux Finances confirme que « la semaine des deux dimanches a cessé d'exister » et annonce la fin des quarante heures hebdomadaires et des accords Matignon. L'échec du mouvement national de grève déclenché par les syndicats, le 30 novembre 1938, réprimé par la force, suscite alors une profonde amertume dans les classes ouvrières.

Depuis la montée des régimes fascistes en Europe, l'actualité internationale vient souvent troubler le quotidien des Normands, suscitant rejets, peurs et inquiétudes. Le 16 septembre 1933, l'arrivée d'un bateau de commerce allemand, l'*Ostsee*, battant pavillon à croix gammée, suscite un certain émoi à Ouistreham. « Des huées furent données par des baigneurs se trouvant sur les quais », auxquelles s'ajoutèrent celles des passants incitant le capitaine à baisser le pavillon pour son arrivée au port de Caen. Mais le lendemain, lorsqu'il hisse à nouveau le drapeau nazi, près de 500 personnes, parmi lesquelles des communistes, manifestent par des « cris hostiles contre le chancelier Hitler » et des jets de pavés sur le pont du bateau à son départ. Un an plus tard, le 23 avril 1934, les ouvriers de l'arsenal de Cherbourg déclenchent, pour les mêmes raisons, de nouvelles protestations lors de la venue du cargo : « À bas la croix gammée ! », « À bas Hitler ! », « Vivent les Soviets ! ». Des bagarres